Examiner une mesure, une mesure qui permettra à la Société pour l'expansion des exportations d'emprunter 62 milliards, n'est pas une chose à prendre à la légère. Comme bien d'autres députés, vendredi et aujourd'hui, j'ai reçu les approbations des projets locaux relatifs au Programme Canada au travail. D'une part, le gouvernement autorise une société à emprunter 62 milliards et d'autre part, il se contente d'octroyer \$229,000 pour créer des emplois dans les circonscriptions, comme par exemple celle de Timiskaming. Aujourd'hui, dans ma région, dans le nord de l'Ontario, le taux de chômage atteint 13 p. 100. Et il en est de même pour mes collègues de l'Ouest et de l'Est. Comment pouvons-nous dire à nos électeurs que le gouvernement est prêt à emprunter 62 milliards et que pourtant il fait très peu pour alléger le chômage?

Permettez-moi de poursuivre, monsieur le Président, en vous parlant toujours de ma circonscription de Timiskaming, située dans le nord de l'Ontario. Nous pouvons constater encore une fois que le gouvernement actuel a financé par le truchement de la SEE des projets d'expansion de l'Inco en Indonésie et au Guatemala, compromettant ainsi des emplois non seulement à Sudbury et dans le nord de l'Ontario en général mais aussi dans la région centrale du Canada, dans la base industrielle. Je vous déclare, Votre Honneur, que le gouvernement actuel a montré qu'il n'avait aucune considération pour les Canadiens.

● (1710)

En doublant le capital autorisé de la SEE, on lui permet d'emprunter jusqu'à 20 milliards de dollars. Les chômeurs canadiens seraient heureux qu'une partie de cet argent serve à créer des emplois au Canada au lieu de quitter le pays. D'après le professeur André Raynauld de l'Université de Montréal, la SEE est:

... en train de devenir rapidement un monstre bureaucratique, qui emprunte et prête de l'argent, qui accorde des prêts peu judicieux à des pays étrangers, qui étend son empire et qui entraîne le Canada dans des transactions et des négociations qui sont à la fois coûteuses et inefficaces.

Je voudrais rappeler quelques-unes de ces transactions, monsieur le Président. Le SEE a financé des projets d'exploitation forestière au Mexique, en Pologne et au Pérou qui feront concurrence à l'industrie forestière canadienne. Tout le monde ici se rend-il compte des problèmes que connaît notre industrie forestière? Pourquoi ne pas y investir cet argent? La SEE a contribué à financer l'érection d'un monument à la révolution algérienne. Encore une fois, quel cas fait-on des Canadiens mis à pied dans les industries forestière et minière qui n'ont plus droit aux prestations d'assurance-chômage? N'aurait-on pas mieux fait de se servir de cet argent pour venir en aide aux Canadiens en difficulté?

A une époque où le gouvernement empruntait à environ 16 p. 100, la SEE accordait un prêt de 563 millions de dollars américains, soit environ 700 millions de dollars canadiens, à 9.7 p. 100, pour aider la société Bombardier à vendre des wagons de métro à la ville de New York. Quarante pour cent des emplois créés grâce à ce marché le seront aux États-Unis. Peut-on imaginer, un prêt à 9.7 p. 100? Quel cas fait-on des Canadiens d'un bout à l'autre du pays qui ont perdu leur maison, leur commerce ou leur entreprise agricole? N'auraient-ils pas aimé emprunter de l'argent à 9.7 p. 100? Ils seraient toujours en affaires aujourd'hui. Je pourrais poursuivre indéfiniment, monsieur le Président. L'automne dernier, le vérificateur

Expansion des exportations—Loi

général a signalé qu'une part croissante des activités gouvernementales échappe à l'examen du Parlement. La pratique qui se généralise et qui consiste à confier à des sociétés appartenant à l'État une gamme de plus en plus étendue des activités gouvernementales a affaibli l'efficacité du système de contrôle au point que le Parlement n'est peut-être plus en mesure d'exercer sa prérogative essentielle, qui est de surveiller la perception et la dépense des deniers publics. Ce ne sont pas seulement les électeurs de ma circonscription et du Canada tout entier qui s'inquiètent; le vérificateur général a consigné ses préoccupations à cet égard dans son rapport.

Je dis à nos vis-à-vis que l'inquiétude que nous exprimons au nom des Canadiens ne doit pas être prise à la légère, monsieur le Président.

Le rôle du secteur privé est trop faible. Le mandat de la Société pour l'expansion des exportations est d'aider les exportateurs canadiens. La plupart des entreprises d'exportation sont des affaires privées, tandis que le conseil d'administration de la Société pour l'expansion des exportations est truffé de bureaucrates. La loi actuelle prévoit 12 administrateurs, dont six fonctionnaires. Dans une lettre en date du 30 mai adressée au député d'Ottawa-Centre (M. Evans), le président du comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques écrivait que le gouvernement estimait depuis longtemps que les ministères et organismes ayant un intérêt direct dans les activités de la SEE devraient être représentés au sein du conseil. Il s'agit, monsieur le Président, des Affaires extérieures, des Finances, de la Banque du Canada, de l'ACDI, d'Industrie et Commerce et du MEER. Le député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn) précisait l'opinion des conservateurs à ce sujet dans une lettre adressée au ministre le 9 juin:

A notre avis, le conseil d'administration compte beaucoup de membres de la Fonction publique. Il y aurait peut-être lieu que les ministères de l'Industrie et Commerce et éventuellement des Affaires extérieures et des Finances y soient représentés. Selon nous, les autres membres du conseil d'administration devraient cependant provenir du secteur privé.

Voilà notre avis, monsieur le Président. C'est le secteur privé qui suscitera la croissance économique dans ce pays. Le gouvernement aurait certainement avantage à réexaminer les préoccupations de notre pays.

M. Bud Bradley (Haldimand-Norfolk): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je participe au débat aujourd'hui. Tout d'abord, je tiens à exprimer la satisfaction et la gratitude des députés de côté-ci de la Chambre pour le travail accompli par le député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn) à l'égard de ce projet de loi. Il s'est exécuté de façon admirable pendant l'examen de ce projet de loi à la Chambre et en voyant à ce que le gouvernement prenne ses responsabilités.

Monsieur le Président, je viens d'une circonscription qui est surtout à vocation rurale et où on se préoccupe beaucoup du fonctionnement de la Société pour l'expansion des exportations, ainsi que du projet de loi C-110. Mes électeurs se font du souci au sujet de l'industrie de la pêche, de ce que la SEE a fait dans le passé et de ce qu'elle fera à l'avenir. C'est une de leurs plus grandes préoccupations. Nous nous inquiétons aussi au sujet de l'agriculture, de l'industrie laitière, du tabac, des céréales et même des arachides.

J'ai une très grosse entreprise industrielle dans mon secteur, monsieur le Président, et je veux parler de la plus grande aciérie au Canada, la Stelco. Mon préopinant a parfaitement bien